



**AVIS D'APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT N° 0 5 8/AMI/MINADER/PADFAII/CSPM/SCCGS/RPM
DU 13 OCT 2028 POUR LE RECRUTEMENT D'UN(E) CONSULTANT(E) INDIVIDUEL(LE) POUR
L'ACCOMPAGNEMENT DU PADFA II A LA PRODUCTION DU MAGAZINE SPECIAL OU DU LIVRE
BLANC EN PRELUDE A SA CLOTURE.**

Le Gouvernement du Cameroun a obtenu du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) un financement destiné à couvrir le coût du Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles Phase II (PADFA II) et envisage d'en faire partiellement usage pour s'adjoindre des services de conseil.

L'utilisation de fonds du FIDA est soumise à l'approbation de ce dernier, selon les modalités et conditions que prévoit l'accord de financement et conformément aux règles, politiques et procédures du FIDA. Le FIDA et ses représentants, mandataires et fonctionnaires sont dégagés de toute responsabilité concernant les actions en justice, procédures, réclamations, demandes, pertes et obligations en tout genre et de toute nature qu'une quelconque partie invoquerait dans le cadre du PADFA II.

Les services de conseil comprennent le recrutement d'un consultant (e) individuel (le) pour l'accompagnement du PADFA II a la production du magazine spécial ou du livre en prélude à sa clôture. L'objectif principal de la mission est d'accompagner le PADFA II dans la conception éditoriale, la collecte complémentaire d'informations, la rédaction, la réécriture, la coordination des validations et la finalisation technique d'une publication institutionnelle de clôture, sous la forme d'un magazine spécial ou d'un livre blanc. La durée de la prestation est estimée à 20 Homme/jours et débutera selon le calendrier validé par le PADFA II.

Pour de plus amples renseignements sur les Services, veuillez consulter les TdR publiés dans le JDM de l'ARMP ou auprès du PADFA II.

Nous attirons l'attention des consultants intéressés sur la Politique du FIDA en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et sur la Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans ses activités et opérations. Cette dernière énonce les dispositions arrêtées par le FIDA concernant les pratiques répréhensibles. Le FIDA s'efforce par ailleurs de faire en sorte que ses activités et opérations se déroulent dans un environnement de travail sain, à l'abri de tout harcèlement, notamment sexuel, et de toute exploitation ou atteinte sexuelle, comme le précise sa Politique en matière de prévention et répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles.

Les consultants intéressés ne peuvent être en situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou raisonnablement perceptible comme tel. Tout soumissionnaire qui serait en pareille situation sera écarté, sauf approbation expresse du Fonds. Un conflit d'intérêt est présumé exister dès lors que les consultants a) entretiennent des relations qui leur permettent d'avoir indûment connaissance d'informations non divulguées concernant ou affectant le processus de sélection et l'exécution du marché, ou b) ont des liens professionnels ou familiaux avec un membre du conseil de direction du client ou du personnel de ce dernier, avec le Fonds ou ses agents, ou avec quiconque a pris ou pourrait raisonnablement prendre part, directement ou indirectement, à i) l'établissement du présent appel à manifestation d'intérêt, ii) au processus de sélection pour le marché concerné, ou iii) à l'exécution dudit marché. Les consultants sont en permanence tenus de faire état de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou raisonnablement perceptible comme tel qui apparaîtrait lors de l'établissement de la manifestation d'intérêt, du processus de sélection ou de l'exécution du marché. La non-divulgaration de telles situations peut notamment entraîner l'exclusion du consultant, la résiliation du marché ou toute autre mesure appropriée en application de la Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations.

Le PADFA II invite à présent les consultants individuels ("les consultants") éligibles à manifester leur intérêt pour la fourniture des services en question. Les consultants intéressés sont tenus de fournir, sous la forme d'un curriculum vitae, des informations attestant qu'ils possèdent les qualifications requises et l'expérience nécessaire en la matière pour dispenser ces services. Les consultants seront sélectionnés selon la méthode de sélection de Consultants Individuels (SCI) exposée dans le Guide pratique de passation des marchés consultable sur le site web du FIDA, à l'adresse suivante : <https://www.ifad.org/fr/project-procurement>. Il ne sera pas procédé à des entretiens dans le cadre du processus de sélection.

1- LES CRITERES DE PRESELECTION SONT LES SUIVANTS :

Critères de sélection			Note max
			10 points
1	Lettre de motivation	Présentation générale de la lettre de motivation (lisibilité, signature, etc.) Faible : 0pt ; moyen 1pt, bonne 2pts	2 pts
		Compréhension de la mission.	8 pts
2	Qualification Générales		10 points
		Diplôme : Master (Bac+5 minimum,) en communication	5 pts
		Domaine de formation ; communication, journalisme, science de l'information, Edition, lettre, développement rural, science sociale domaine connexe	5 pts
3	Expériences générales Du consultant		30 points
		- bonne connaissance de la communication (au moins de 10 ans) - bonne connaissance de la production des magazine livre blanc, rapport d'impact, rapport annuel ou publication de capitalisation - bonne connaissance des réalisations du PADFA II	30 PTS
4	Expériences spécifiques du consultant	Une expérience confirmée (10 ans au moins) en communication institutionnelle, journalisme, édition, production de contenus ou gestion des savoirs (iii) avoir réalisé au moins trois (03) missions similaires au cours des cinq dernières années : magazine institutionnel, livre blanc, rapport d'impact, rapport annuel ou publication de capitalisation, (iv) démontrer d'une excellente capacité de rédaction, de synthèse, de vérification des faits et de coordination éditoriale.	45 pts
		a- Nombre d'années d'expérience (10 ans au moins)	20 pts
		b- Nombre de projet ou consultation dans l'entrepreneuriat ≥ 3	25pts
5	Atouts	Expérience similaire dans un Projet de Développement, un projet d'investissement agricole ou dans une institution (Agro-industrie, Banque ou partenaire au développement etc) Expérience < 1=0 ; Expérience $\geq 1=5$	5 points
Total			100 points

2- LES CRITÈRES ÉLIMINATOIRES :

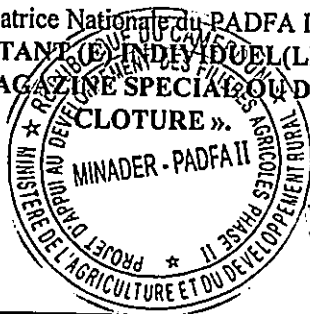
- Score technique minimum requis après l'évaluation des Manifestations d'Intérêt pour être qualifié à l'étape suivante est de 80 points sur 100 ;
- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées.

3- LES CONSULTANTS INTERESSES DOIVENT FOURNIR LES INFORMATIONS SUIVANTES :

- Une lettre de manifestation/motivation adressée à la Coordinatrice Nationale du PADFA II ;
- Un curriculum vitae faisant ressortir la qualification et l'expérience professionnelle de l'intéressé (e) ;
- Une copie du diplôme requis ;
- Les justificatifs probants et les références dans les missions similaires (références pouvant attester de la compétence du candidat).
- Formulaire FIDA d'auto-certification pour service de consultant (daté, paraphé et signé par le soumissionnaire) / téléchargeable sur le site internet du PADFA II ou à retirer à la cellule de passation des marchés du PADFA II.

Les Manifestations d'Intérêt doivent être remises sous forme écrite rédigées en français ou anglais en sept exemplaires, dont un original et six copies marqués comme tel, et une version scannée desdites Manifestations sur une clé USB. Elles devront être soumises à l'adresse ci-après : Unité de Coordination et de Gestion du Projet (UCGP) du PADFA II, sise à Yaoundé, au quartier Bastos, derrière l'Ambassade de Chine. Téléphone +237 222 20 74 44. E-mail padfacameroun@gmail.com ; www.padfa.net sans aucune indication sur l'identité du soumissionnaire sous peine de rejet, et devront être déposées contre décharge à la Cellule de Passation des Marchés Le 27 OCT 2026 à 15 heures au plus tard. À l'attention de : Mme la Coordinatrice Nationale du PADFA II. Elles devront porter la mention :

« RECRUTEMENT D'UN (E) CONSULTANT (E) INDIVIDUEL (LE) POUR L'ACCOMPAGNEMENT DU PADFA II A LA PRODUCTION DU MAGAZINE SPECIAL OU DU LIVRE BLANC EN PRELUDE A SA CLOTURE ».



Signature
Coordinatrice Nationale

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU
DÉVELOPPEMENT RURAL**

**PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT
DES FILIÈRES AGRICOLES PHASE II**



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

**MINISTRY OF AGRICULTURE AND RURAL
DEVELOPMENT**

**COMMODITY VALUE CHAIN DEVELOPMENT
SUPPORT PROJECT PHASE II**

**INVITATION FOR EXPRESSIONS OF INTEREST No. 058/EOI/MINADER/PADFAII/CSPM/SGCGS/RPM
OF 13 OCT 2026 FOR THE RECRUITMENT OF AN INDIVIDUAL CONSULTANT TO SUPPORT PADFA II
IN THE PRODUCTION OF A SPECIAL MAGAZINE OR WHITE PAPER AHEAD OF ITS CLOSURE**

The Government of Cameroon has obtained financing from the International Fund for Agricultural Development (IFAD) to cover the cost of the Agricultural Value Chains Development Support Project – Phase II (PADFA II) and intends to use part of the proceeds to engage consulting services.

The use of IFAD funds is subject to its approval, in accordance with the terms and conditions set out in the Financing Agreement and in compliance with IFAD's rules, policies and procedures. IFAD and its representatives, agents and officials shall bear no responsibility whatsoever for any legal action, proceedings, claims, demands, losses or liabilities of any kind or nature that may be brought by any party in connection with PADFA II.

The consulting services comprise the recruitment of an individual consultant to support PADFA II in the production of a special magazine or white paper ahead of its closure. The main objective of the assignment is to support PADFA II in the editorial design, supplementary information gathering, drafting, rewriting, coordination of validation processes and technical finalisation of an institutional closing publication, in the form of a special magazine or white paper. The duration of the assignment is estimated at 20 person-days and shall commence in accordance with the timetable approved by PADFA II.

For further information on the Services, please refer to the Terms of Reference (ToR) published in the ARMP Public Procurement Journal (JDM) or available from PADFA II.

We draw the attention of interested consultants to IFAD's Policy on Preventing Money Laundering and the Financing of Terrorism and to IFAD's revised Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations. The latter sets out the provisions adopted by IFAD concerning prohibited practices. IFAD also endeavours to ensure that its activities and operations are conducted in a safe working environment, free from all forms of harassment, including sexual harassment, as well as sexual exploitation and abuse, as stipulated in its Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment and Sexual Exploitation and Abuse.

Interested consultants must not be subject to any actual, potential or reasonably perceived conflict of interest. Any consultant found to be in such a situation shall be disqualified, unless expressly approved by the Fund. A conflict of interest shall be deemed to exist where consultants: (a) have relationships that enable them to gain improper knowledge of undisclosed information concerning or affecting the selection process and contract implementation; or (b) have professional or family relationships with a member of the Client's governing body or staff, with the Fund or its agents, or with any person who has been or could reasonably be expected to be directly or indirectly involved in: (i) the preparation of this Invitation for Expressions of Interest; (ii) the selection process for the contract concerned; or (iii) the implementation of the said contract. Consultants shall at all times be required to disclose any actual, potential or reasonably perceived conflict of interest that may arise during the preparation of the expression of interest, the selection process or the implementation of the contract. Failure to disclose such situations may, in particular, result in the consultant's disqualification, termination of the contract or any other appropriate measure pursuant to IFAD's Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations.

PADFA II now invites eligible individual consultants (the "Consultants") to express their interest in providing the services in question. Interested consultants are required to submit, in the form of a curriculum vitae, information demonstrating that they possess the required qualifications and relevant experience to provide these services. Consultants will be selected using the Individual Consultant Selection (ICS) method set out in the Procurement Handbook available on IFAD's website at the following address: <https://www.ifad.org/fr/project-procurement>. No interviews will be conducted as part of the selection process.

1. PRE-SELECTION CRITERIA ARE AS FOLLOWS:

Project Coordination and Management Unit | E-mail: padfacameroun@padfa.net | P.O. Box: 5349 Yaoundé – Nlongkak | Tel.: (+237) 222 20 74 44 / 222 20 74 42 | Website: www.padfa.net

	Selection Criteria		Maximum Score
			10 points
1	Cover Letter	General presentation of the covering letter (readability, signature, etc.): Poor: 0 points; Average: 1 point; Good: 2 points Understanding of the assignment	2 pts 8 pts
2	General Qualifications	Degree: Master's degree (minimum Bac+5) in Communication Field of study: communication, journalism, information science, publishing, literature, rural development, social sciences or a related field	10 points 5 pts 5 pts
3	General Professional Experience of the Consultant	- Good knowledge of communication (at least 10 years). - Good knowledge of the production of magazines, white papers, impact reports, annual reports or knowledge/capitalisation publications. - Good knowledge of PADFA II's achievements.	30 points 30 PTS
4	Specific Professional Experience of the Consultant	Proven experience (at least 10 years) in institutional communication, journalism, publishing, content production or knowledge management; (iii) at least three (3) similar assignments completed during the last five years, involving an institutional magazine, white paper, impact report, annual report or knowledge/capitalisation publication; (iv) excellent writing, synthesis, fact-checking and editorial coordination skills. a- Number of years of professional experience (at least 10 years) b- Number of projects or consultancy assignments in entrepreneurship (≥ 3)	45 points 45 pts 20 pts 25pts
5	Additional Assets	Similar experience in a Development Project, agricultural investment project or institution (agro-industry, bank, development partner, etc.): Experience < 1 = 0; Experience $\geq 1 = 5$	5 points
Total			100 points

2. ELIMINATING CRITERIA

- The minimum technical score required following the evaluation of the Expressions of Interest to qualify for the next stage is 80 points out of 100;
- False statements, fraudulent practices or submission of forged documents.

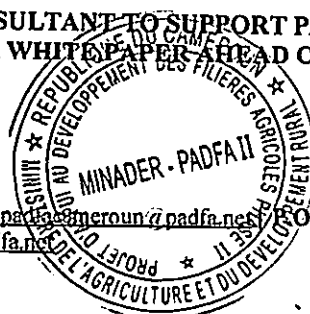
3. INTERESTED CONSULTANTS MUST PROVIDE THE FOLLOWING INFORMATION:

- A letter of expression of interest/motivation addressed to the National Coordinator of PADFA II;
- A curriculum vitae highlighting the applicant's qualifications and professional experience;
- A copy of the required degree;
- Documentary evidence and references relating to similar assignments, which may attest to the candidate's competence;
- The IFAD Self-Certification Form for Consulting Services, dated, initialled and signed by the bidder, downloadable from the PADFA II website or obtainable from the PADFA II Procurement Unit.

Expressions of Interest must be submitted in writing, in either French or English, in seven copies, comprising one original and six copies clearly marked as such, together with a scanned electronic version of the said Expressions of Interest on a USB flash drive. They must be submitted to the following address: Project Coordination and Management Unit (PCMU) of PADFA II, Bastos, Yaoundé, behind the Embassy of China, Tel.: +237 222 20 74 44, E-mail: padfa@padfa.net, Website: www.padfa.net. The submissions must bear no indication of the identity of the bidder, failing which they shall be rejected, and must be submitted against an acknowledgement of receipt to the Procurement Unit no later than 27 OCT 2026 at 3:00 p.m. For the attention of: Madam National Coordinator of PADFA II. They must bear the following wording:

"RECRUITMENT OF AN INDIVIDUAL CONSULTANT TO SUPPORT PADFA II IN THE PRODUCTION OF A SPECIAL MAGAZINE OR WHITE PAPER AHEAD OF ITS CLOSURE."

Project Coordination and Management Unit | E-mail: padfa@padfa.net | P.O. Box: 5349 Yaoundé - N'Gakak | Tel.: (+237) 222 20 74 44 / 222 20 74 42 | Website: www.padfa.net



Handwritten signature and stamp:
Signature: *[Handwritten]*
Stamp: *[Handwritten]*
National Coordinator

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL

PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT
DES FILIÈRES AGRICOLES – PHASE II

UNITÉ DE COORDINATION ET DE GESTION DU PROJET



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF AGRICULTURE AND
RURAL DEVELOPMENT

COMMODITY VALUE CHAIN DEVELOPMENT
SUPPORT PROJECT – PHASE II

NATIONAL COORDINATION AND MANAGEMENT UNIT

TERMES DE RÉFÉRENCE

RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR
L'ACCOMPAGNEMENT DU PADFA II DANS LA PRODUCTION DU
MAGAZINE SPECIAL OU DU LIVRE BLANC DU PROJET, EN PRELUDE
A SA CLOTURE

Source de financement : FIDA

Code de l'activité : A2ID0101



Octobre 2026

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La République du Cameroun et le Fonds international de développement agricole (FIDA) ont convenu du financement et de la mise en œuvre du Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles - Phase II (PADFA II). Le Projet intervient dans les régions du Nord, de l'Extrême-Nord, de l'Ouest et du Nord-Ouest, avec pour objectif de contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment par l'accroissement durable des revenus et de la résilience des exploitations familiales productrices de riz et d'oignon.

À l'approche de sa clôture, le PADFA II doit transformer les données de suivi, les résultats techniques, les innovations, les expériences des acteurs et les enseignements de mise en œuvre en un patrimoine de connaissances accessible. Cette capitalisation doit rendre compte des changements obtenus, des limites rencontrées, des coûts et conditions de reproductibilité, des mécanismes de pérennisation ainsi que des responsabilités à exercer après la fin du financement du Projet.

Le Projet prévoit donc la réalisation d'une publication institutionnelle de clôture, conçue soit comme un magazine spécial à forte valeur narrative et visuelle, soit comme un livre blanc à vocation analytique et prospective. Le format définitif sera arrêté lors du cadrage, sans modifier le socle attendu : une publication rigoureuse, attractive, fondée sur des données vérifiées, donnant la parole aux acteurs et formulant des recommandations opérationnelles pour l'avenir des filières riz et oignon.

Principe éditorial : le produit final devra conjuguer communication institutionnelle, capitalisation des savoirs et redevabilité. Il ne devra pas se limiter à une compilation d'activités.

II. OBJECTIFS DE LA MISSION

II.1. Objet de la mission

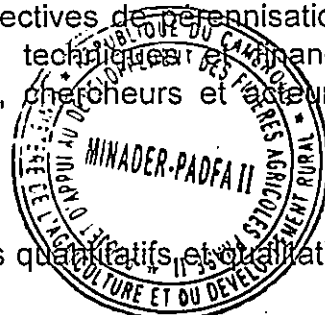
Recruter un(e) consultant(e) individuel(le) chargé(e) d'accompagner le PADFA II dans la conception éditoriale, la collecte complémentaire d'informations, la rédaction, la réécriture, la coordination des validations et la finalisation technique d'une publication institutionnelle de clôture, sous la forme d'un magazine spécial ou d'un livre blanc.

II.2. Objectif général

Produire une publication de référence qui documente, analyse et valorise les résultats, les transformations, les innovations, les enseignements et les perspectives de pérennisation du PADFA II, à destination des décideurs publics, partenaires techniques et financiers, organisations professionnelles, collectivités territoriales, médias, chercheurs et acteurs du développement rural.

II.3. Objectifs spécifiques

- Présenter de manière claire et pédagogique les résultats quantitatifs et qualitatifs du Projet, avec leurs sources et leurs limites ;
- Documenter les changements intervenus chez les producteurs, les coopératives, les transformateurs, les femmes, les jeunes et les personnes vulnérables ;
- Mettre en évidence la contribution du PADFA II, du Gouvernement, du FIDA, des bénéficiaires et des partenaires, y compris les mécanismes de cofinancement ;



- Valoriser les innovations techniques, organisationnelles, numériques, commerciales, nutritionnelles, environnementales et sociales ;
- Analyser les coûts, les défis, les obstacles, les ajustements et les facteurs de succès ou d'échec des expériences retenues ;
- Identifier les modèles reproductibles, leurs conditions de réplcation et les responsabilités de pérennisation après la clôture ;
- Formuler des recommandations stratégiques et opérationnelles utiles aux politiques agricoles et aux futurs projets ;
- Constituer un support de visibilité et de gestion des savoirs disponible en version imprimée et numérique.

III. PUBLICS CIBLES ET UTILISATIONS ATTENDUES

- MINADER, administrations sectorielles et services déconcentrés ;
- FIDA et autres partenaires techniques et financiers ;
- Collectivités territoriales décentralisées et autorités administratives ;
- Coopératives, unions, producteurs, transformateurs et acteurs de marché des filières riz et oignon ;
- Organisations de femmes et de jeunes, personnes vulnérables et autres groupes cibles ;
- Universités, centres de recherche, organisations de la société civile, médias et plateformes de connaissances.

La publication servira notamment de document de capitalisation, de support de plaidoyer, d'outil de reddition des résultats, de référence pour la réplcation des bonnes pratiques et de mémoire institutionnelle du PADFA II.

IV. ETENDUE DE LA MISSION ET TACHES DU CONSULTANT

1. Cadrage et revue documentaire

- Tenir une réunion de démarrage avec l'UCGP et le comité éditorial ;
- Analyser les documents de conception, cadres de résultats, rapports, études, audits, produits de capitalisation, supports audiovisuels, bases de données et archives photographiques disponibles ;
- Dresser une matrice des sources, des informations manquantes et des validations requises ;
- Proposer et argumenter le choix entre un magazine spécial, un livre blanc ou un format hybride.

2. Conception éditoriale

- Définir l'angle, le titre provisoire, le ton, les rubriques, le chemin de fer, la pagination et la hiérarchie des contenus ;
- Préparer un guide d'entretien et un plan de collecte garantissant la diversité des régions, des filières, des sexes, des âges et des catégories d'acteurs ;
- Etablir une charte éditoriale : règles de rédaction, traitement des chiffres, citations, légendes, crédits, consentement et terminologie institutionnelle.



3. Collecte et vérification des contenus

- Conduire les entretiens complémentaires avec les bénéficiaires, coopératives, responsables techniques, autorités, partenaires et équipe du Projet ;
- Collecter des récits de changement, des données avant/après, des informations sur les coûts, les difficultés, les améliorations et les suites après clôture ;
- Sélectionner, légender et documenter les photographies, cartes, graphiques et autres éléments visuels ;
- Faire valider les données par les responsables compétents et maintenir une traçabilité des sources.

4. Rédaction, réécriture et contrôle éditorial

- Rédiger les articles, encadrés, portraits, interviews, analyses, fiches d'expérience, messages clés et recommandations ;
- Harmoniser les contributions du comité de rédaction et réécrire les textes dans un style cohérent, accessible et précis ;
- Veiller à l'intégration transversale du genre, de la jeunesse, de l'inclusion sociale, de la nutrition, du climat et de la durabilité ;
- Effectuer la correction linguistique, le fact-checking, le contrôle des doublons et la cohérence entre textes, chiffres et infographies.

5. Coordination graphique et finalisation

- Elaborer le brief de direction artistique et suivre la mise en page réalisée par le graphiste/prestataire désigné par le Projet, ou assurer cette mise en page si elle est incluse dans le contrat ;
- Contrôler les épreuves, les légendes, les crédits, la lisibilité des tableaux et infographies ainsi que le respect des chartes graphiques du Gouvernement et du FIDA ;
- Intégrer les observations consolidées après chaque cycle de validation ;
- Livrer les fichiers finaux imprimables et numériques, les sources éditables et une archive organisée des contenus.

V. ORIENTATION EDITORIALE INDICATIVE

Le chemin de fer définitif sera validé au démarrage. La publication pourra compter, à titre indicatif, 48 à 64 pages hors couvertures pour le magazine spécial ou 66 à 80 pages hors annexes pour le livre blanc. Les rubriques minimales sont présentées ci-dessous.

N°	Rubrique	Contenus essentiels
1	Ouverture institutionnelle	Couverture, sommaire éditorial du Gouvernement, du FIDA et de la coordination, repères chronologiques.
2	PADFA II : raison d'être et modèle d'intervention	Contexte, objectifs, zones, bénéficiaires, financement, composantes, partenariats et théorie du changement simplifiée.

N°	Rubrique	Contenus essentiels
3	Résultats en chiffres	Indicateurs vérifiés, réalisations par région et filière, exécution, bénéficiaires désagregés, infrastructures et cartes.
4	Riz et oignon : transformations des chaînes de valeur	Production, productivité, mécanisation, conservation, transformation, qualité, commercialisation, accès au marché et compétitivité.
5	Paroles et trajectoires d'acteurs	Récits avant/après, portraits de producteurs, transformatrices, jeunes, coopératives, utilisateurs d'équipements et partenaires locaux.
6	Inclusion et résilience	Genre, autonomisation économique, jeunesse, personnes vulnérables, nutrition, climat et résilience des ménages.
7	Innovations et expériences à répliquer	Technologies, dispositifs d'accompagnement, outils numériques, cofinancement, partenariats, facteurs de réussite, coûts et conditions de réplification.
8	Défis, limites et leçons	Difficultés, imprévus, écarts, ajustements, points forts, points faibles et enseignements pour les futurs projets.
9	Après le PADFA II	Transfert des acquis, rôle des coopératives et services déconcentrés, maintenance, financement, suivi, engagements et risques de durabilité.
10	Recommandations et annexes	Recommandations stratégiques, contacts utiles, partenaires, sources, crédits, remerciements et glossaire.

VI. APPROCHE METHODOLOGIQUE ATTENDUE

La démarche devra être participative, fondée sur des preuves et organisée en cycles courts de validation. Elle comprendra au minimum les étapes suivantes :

1. Réunion de cadrage, inventaire documentaire et validation du plan de travail ;
2. Proposition et validation de la stratégie éditoriale, du chemin de fer, des outils de collecte et de la matrice des sources ;
3. Collecte complémentaire, entretiens et sélection des éléments visuels ;
4. Rédaction et validation technique des contenus par rubrique ;
5. Mise en cohérence éditoriale, mise en page et première épreuve ;
6. Atelier ou séance de validation finale, intégration des observations et remise des fichiers définitifs.

Le consultant précisera dans son offre les modalités de travail à distance et sur le terrain, le nombre de cycles de correction, les moyens de sécuriser les données et l'organisation de la



mobilisation des vingt (20) hommes-jours. Afin de respecter cette charge, le PADFA II mettra à disposition, dès le démarrage, un corpus documentaire consolidé et centralisera les observations de validation. La collecte complémentaire sera ciblée sur les lacunes prioritaires identifiées lors du cadrage.

VII. LIVRABLES, DELAIS ET CRITERES D'ACCEPTATION

Livrable	Contenu minimum	Échéance (H/J cumulés)	Acceptation
Rapport de démarrage	Note de compréhension, méthodologie, chronogramme détaillé, gouvernance éditoriale et liste des documents requis.	J+2	Validé par la CN et l'UCGP.
Dossier éditorial	Choix argumenté du format, titre provisoire, publics, charte éditoriale, chemin de fer, pagination, guide d'entretien, plan de collecte et matrice des sources.	J+5	Cohérence, faisabilité et couverture des thèmes/cibles.
Corpus de contenus	Entretiens transcrits ou synthétisés, fiches d'expériences, données vérifiées, sélection d'images avec légendes/crédits et tableau de traçabilité.	J+9	Représentativité, consentement, complétude et sources identifiables.
Manuscrit complet - version 1	Tous les textes rédigés et harmonisés, encadrés, citations, propositions de graphiques, cartes et infographies.	J+15	Qualité éditoriale, exactitude, équilibre et intégration des thèmes transversaux.
Épreuve mise en page	Maquette complète en PDF, après validation technique des textes ; corrections consolidées.	J+18	Lisibilité, identité visuelle, cohérence des textes et données-visuels.
Publication finale et rapport	PDF haute définition prêt à imprimer, PDF web optimisé, fichiers sources éditables, textes Word, banque d'images organisée, matrice finale des sources et rapport de mission.	J+20	Bon à tirer / bon à diffuser délivré par le



Note : les échéances ci-dessous sont exprimées en hommes-jours cumulés de mobilisation du consultant à compter de l'ordre de service. La mission représente une charge totale de vingt (20) hommes-jours, répartie sur une période calendaire maximale de six (06) semaines afin d'intégrer les délais de transmission des données et de validation par le Projet.

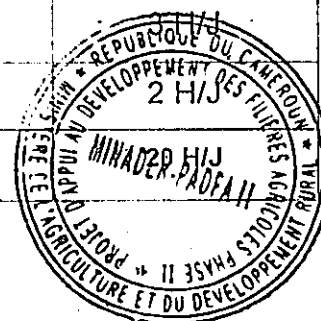
VIII. SPECIFICATIONS TECHNIQUES DU PRODUIT FINAL

- Langue principale : français ; intégration des versions anglaises des contenus institutionnels ou résumés lorsque celles-ci sont fournies/validées ;
- Formats éditables : textes en .docx et fichiers de mise en page natifs avec polices, liens et éléments graphiques ;
- Formats de diffusion : PDF haute définition prêt à imprimer et PDF web optimisé et accessible ;
- Photographies et illustrations en résolution suffisante, avec légendes, lieu, date, auteur/crédit et preuve de consentement lorsque requise ;
- Données chiffrées accompagnées d'une source, d'une période de référence et, si nécessaire, d'une note méthodologique ;
- Respect des chartes graphiques et règles de visibilité du Gouvernement, du PADFA II et du FIDA ;
- Absence de contenus discriminatoires, stigmatisants, non vérifiés ou portant atteinte à la dignité des personnes.

IX. DUREE, LIEU ET ORGANISATION DE LA MISSION

La mission correspond à une charge totale de vingt (20) hommes-jours de travail effectif, à mobiliser sur une période calendaire maximale de six (06) semaines. Elle se déroulera à Yaoundé et, selon le plan de collecte validé, dans les régions d'intervention du PADFA II. Les déplacements éventuellement requis sont compris dans la charge de travail et seront organisés conformément aux dispositions contractuelles. Les périodes d'attente imputables à la transmission des données ou à la validation des livrables ne sont pas comptabilisées comme hommes-jours, sauf si le consultant poursuit des travaux convenus pendant ces périodes.

Phase	Charge indicative
Cadrage et revue documentaire	2 H/J
Conception éditoriale et outils de collecte	3 H/J
Collecte complémentaire, entretiens ciblés et vérification	4 H/J
Rédaction, réécriture et harmonisation	6 H/J
Suivi de la mise en page et contrôle des épreuves	2 H/J
Validation finale, intégration des observations et clôture	3 H/J
TOTAL	20 H/J



X. DISPOSITIF DE PILOTAGE, SUIVI ET VALIDATION

X.1. Supervision

Le consultant travaillera sous la supervision directe de la Spécialiste en Genre, Communication et Gestion des Savoirs (SGCGS), en liaison avec la Coordinatrice nationale, le Responsable

du Suivi-Évaluation, les responsables techniques, les antennes et le comité de rédaction/validation désigné par le PADFA II.

X.2. Responsabilités du PADFA II

- Mettre à disposition les documents, données, contacts, archives et éléments de visibilité nécessaires ;
- Faciliter la mobilisation des personnes à interviewer et l'accès aux sites retenus ;
- Désigner les responsables habilités à valider les données et centraliser les observations ;
- Valider les livrables dans les délais convenus et coordonner, le cas échéant, le graphiste, le traducteur et l'imprimeur.

X.3. Responsabilités du consultant

- Respecter la méthodologie, le calendrier, les standards éditoriaux et les procédures du Projet ;
- Garantir l'exactitude, l'originalité, la traçabilité et la confidentialité des contenus ;
- Intégrer les observations consolidées sans altérer les données validées ;
- Remettre l'ensemble des fichiers et archives dans une arborescence claire et exploitable.

XI. PROFIL ET QUALIFICATIONS DU CONSULTANT

XI.1. Formation

- Diplôme universitaire de niveau Master (Bac+5) au moins en communication, journalisme, sciences de l'information, édition, lettres, développement rural, sciences sociales ou discipline connexe ;
- Une formation complémentaire en capitalisation, communication pour le développement, data visualisation, photographie ou édition constitue un atout.

XI.2. Expérience générale et spécifique

- Au moins dix (10) années d'expérience professionnelle en communication institutionnelle, journalisme, édition, production de contenus ou gestion des savoirs ;
- Au moins trois (03) missions justifiées de conception/rédaction de magazines institutionnels, livres blancs, rapports annuels, rapports d'impact ou publications de capitalisation d'envergure comparable au cours des cinq dernières années ;
- Expérience de coordination d'un processus éditorial multi-acteurs, incluant collecte, fact-checking, validation et suivi de maquette ;
- Excellente maîtrise du français ; capacité professionnelle en anglais souhaitée ;
- Expérience dans les projets de développement agricole, les filières rizi-pignon, les projets financés par le FIDA ou d'autres partenaires internationaux : atout ;
- Maîtrise des approches sensibles au genre et à l'inclusion sociale, des techniques d'entretien et du récit de changement : atout.



XI.3. Compétences attendues

- Qualités rédactionnelles, esprit de synthèse et aptitude à rendre accessibles des contenus techniques ;
- Rigueur dans le traitement des données et des sources ;

- Capacité à travailler sous pression et à respecter des délais courts ;
- Diplomatie, écoute, discrétion et aptitude à collaborer avec des profils variés ;
- Bonne culture visuelle et capacité à dialoguer avec graphistes, photographes, traducteurs et imprimeurs.

NB : Les candidatures féminines sont encouragées.

XII. DOSSIER DE CANDIDATURE

- Lettre de manifestation d'intérêt/motivation adressée à la Coordonnatrice nationale du PADFA II ;
- Curriculum vitae daté et signé, faisant ressortir les expériences pertinentes ;
- Note de compréhension et proposition méthodologique de cinq (05) pages maximum, incluant chronogramme et organisation du contrôle qualité ;
- Copie du diplôme requis ;
- Preuves des références similaires : contrats, attestations de service fait, certificats ou liens/copies des publications ;
- Offre financière détaillée, si elle est requise à cette étape ;
- Pièces administratives et fiscales prévues dans l'avis de sollicitation.

XIII. METHODE ET CRITERES DE SELECTION

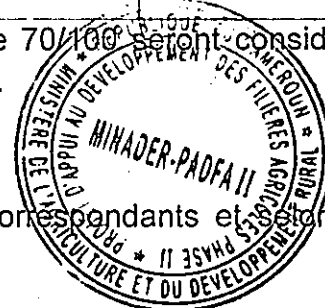
Le consultant sera sélectionné selon la méthode de sélection de consultants individuels prévue par le Manuel de passation des marchés des projets financés par le FIDA en vigueur et la réglementation camerounaise applicable. L'évaluation technique sera conduite sur 100 points selon la grille jointe à l'AMI.

Critère	Points
Lettre et compréhension de la mission	10
Qualifications académiques	15
Expérience générale	20
Expériences spécifiques et publications similaires	40
Méthodologie et organisation du travail	10
Atouts	5
TOTAL	100

Seuls les candidats ayant obtenu la note technique minimale de 70/100 seront considérés qualifiés, sous réserve des dispositions du dossier de consultation.

XIV. MODALITES DE PAIEMENT

Les paiements seront effectués après validation des livrables correspondants et selon les dispositions du contrat.



XV. CONFIDENTIALITE, PROPRIETE INTELLECTUELLE ET ETHIQUE

Tous les documents, données, photographies, fichiers sources et productions réalisés dans le cadre de la mission seront la propriété du PADFA II/MINADER, conformément au contrat. Le consultant s'engage à ne pas diffuser les informations non publiques, à déclarer tout conflit d'intérêts, à respecter le droit à l'image et à obtenir les autorisations nécessaires. Tout plagiat, fabrication de données ou utilisation non autorisée de contenus entraînera le rejet du livrable, sans préjudice des autres mesures contractuelles.



Handwritten signature and date:
Signature: [illegible]
Date: 20/05/2015
[illegible]